

**CONGRÈS NATIONAL
DE L'ANACR
MARSEILLE
14-15-16 NOVEMBRE 2008**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDÉ DANS LA CLANDESTINITÉ EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris
N° 1208-1209 - MAI-JUIN 2008

POUR LE RESPECT DE LA MÉMOIRE: NON A LA JOURNÉE UNIQUE DU SOUVENIR !



HOMMAGE A JEAN MOULIN. Le 27 mai dernier, une délégation du Bureau national de l'ANACR, conduite par Robert CHAMBEIRON, secrétaire général adjoint du CNR, Grand-Croix de la Légion d'honneur, président-délégué, avec à ses côtés Louis Cortot, Compagnon de la Libération, Charles Fournier-Bocquet, Jean-Paul Riffault, Jacques Varin et Jacques Weiller, a rendu hommage au fondateur du CNR au Monument Jean-Moulin, au bas des Champs-Élysées à Paris. A 18 h 30, lors du ravivage de la Flamme par la Fondation de la Résistance placée sous la Présidence de Pierre Sudreau, et auquel étaient présents en nombre avec leurs drapeaux les Comités ANACR de la Région parisienne, on notait aussi la présence de Christiane Tardif, Franck Béziade, Michel Colas et Guy Deschamps, membres du Bureau National. Louis Cortot et Jacques Varin ont déposé pour l'ANACR une gerbe sur le tombeau du Soldat inconnu.

JOURNÉE NATIONALE DE LA RESISTANCE



MARVEJOLS (LOZÈRE). En réponse à la demande faite aux maires de Lozère par les Anciens de la Résistance et les «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)», et aboutissement d'une année de travail avec la municipalité et l'Education Nationale, 420 élèves des écoles, collèges et lycées de Marvejols, ont, mardi 27 mai, rendu hommage à la Résistance en commémorant la création du C.N.R. ; la date du 27 mai étant désormais inscrite au calendrier des commémorations annuelles de la ville. Dès le matin de ce 27 mai dernier, les élèves du primaire ont participé à un jeu de piste sur les traces des Résistants marvejolois, tandis que ceux du secondaire assistaient aux interventions des Résistants dans leurs établissements.

A 12 h, en présence de Mme Debaisieux, Préfète de la Lozère, de M. Stievenard, Inspecteur d'Académie, de M. Roujon, maire de Marvejols, de M. Davatchi, directeur de l'ONAC, de Jean Bonjol, Président départemental de l'ANACR, et Albert Saint-Léger, tous deux anciens Résistants, ainsi que de représentants des «Ami(e)s de la Résistance», les 420 élèves ont suivi les discours avec une attention pleine de respect et, après leurs dépôts de gerbes, ont ému l'assistance par leur interprétation magistrale du Chant des Partisans.

Après un plateau-repas offert par la mairie et pris en commun, la journée s'est poursuivie par d'autres interventions dans les différents établissements et s'est terminée en soirée par une projection-débat du film « L'Armée des Ombres » organisée par le Ciné-Club. (Voir page 3)

5^e STAGE NATIONAL DE FORMATION



Pour la cinquième année consécutive, le Stage national de Formation des Ami(e)s de la Résistance (ANACR), s'est déroulé à Saint-Denis, du 2 au 4 mai dernier. Nous l'évoquerons plus longuement dans notre prochain numéro.

De par sa nature, l'ANACR est tout particulièrement attentive aux dates de mémoire découlant de l'affrontement mondial qui opposa les forces militaires des dictatures fascistes et nazie à celles de la coalition antihitlérienne, appuyées par la lutte des antifascistes de tous les pays, pour ce qui nous concerne par celle de la Résistance intérieure française.

Ainsi, association d'anciens Résistants et d'Ami(e)s de la Résistance, sommes-nous naturellement attachés à la date du 27 mai, celle de la constitution en 1943 par Jean Moulin du Conseil National de la Résistance, moment si important pour la Résistance du peuple de France sur le sol de national occupé qu'il en est devenu le symbole incontestable, au 18 juin, qui commémore l'Appel historique du général de Gaulle à refuser la défaite et à poursuivre le combat contre l'ennemi, au 8 mai qui en 1945 vit écraser définitivement le fascisme hitlérien.

Nous le sommes aussi au dernier dimanche d'avril, qui commémore la fin de la libération des bagnes nazis, dans lesquels tant de Résistant(e)s souffrirent et disparurent, aux dates commémoratives en janvier de la libération d'Auschwitz, sinistre symbole du génocide, et en juillet de la rafle du Vel d'hiv, tragique exemple de l'ignominie de la collaboration du régime pétainiste avec l'occupant.

Mais pour autant, certains n'étant d'ailleurs pas sans lien, en amont et en aval, avec la seconde Guerre mondiale, nous ne saurions nous désintéresser des autres dates de mémoire commémorant d'autres conflits auxquels notre pays a participé. Tous ont leur spécificité et, quelle que soit l'opinion que l'on puisse avoir sur leur finalité, leur déroulement et leur issue, ils ont tous, durant ce vingtième siècle, marqué notre histoire nationale, affecté - parfois tragiquement - des millions de familles de notre pays.

Il importe qu'ils ne soient pas oubliés. Par devoir de mémoire, mais aussi parce qu'ils sont tous porteurs d'enseignements précieux - en premier lieu pour les jeunes générations - et nécessaires pour éviter que notre pays connaisse à nouveau la guerre, qu'il la subisse ou pire - ce qu'on n'ose imaginer - qu'il contribue à en être à l'origine.

Ce serait aussi transiger sur un principe que d'accepter de choisir parmi les dates de mémoire existantes celles qui seraient à garder et d'autres qui seraient à reléguer au second plan avant qu'elles ne tombent dans l'oubli, en même temps qu'une erreur - l'on est plus forts en étant unis - que de défendre, chacun de son côté, «ses» dates, en espérant qu'elles ne soient pas de celles qui sont menacées par l'idée défendue par certains de «Journée Unique du Souvenir».

Pour ce qui nous concerne, c'est une volonté de rassemblement qui nous a animés en cosignant un Appel «Pour le respect de toutes les dates de mémoire», avec plusieurs associations du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, appel qui rejoint, ainsi que l'a exprimé son secrétaire général, totalement les préoccupations de l'UFAC, et qui converge avec les prises de position d'autres associations.

A quelques semaines de la remise du rapport de la Commission Kaspi, chargée par le Président de la République de réfléchir sur le nombre et le déroulement des commémorations, et dans la composition de laquelle - paradoxalement ? - ont été écartées, sans exception, toutes les associations du monde Combattant, nous réaffirmons que nous nous opposerons, sans aucune concession, à toute instauration - même déguisée - d'une sorte de «Memorial Day».

Louis CORTOT

Compagnon de la Libération

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Assises Nationales, intervention de Louis Cortot.
- P. 3 : Journée Nationale de la Résistance. Appel
- P. 4 et 5 : 70^e Anniversaire de l'Accord de Munich.
Néofascisme en France et en Europe.
- P. 6 et 7 : Avis de Recherche. La vie de l'Association. Nos deuils.
- P. 8 : Concours de la Résistance. Livres.

SECONDES ASSISES NATIONALES: L'ADRESSE DE LOUIS CORTOT AUX DÉLÉGUÉS

Comme nous l'avions annoncé dans notre précédent numéro, en rendant compte des Secondes Assises Nationales de l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (ANACR), qui se sont tenues le 29 mars dernier à Paris, nous publions ci-dessous l'adresse aux délégués de Louis Cortot, Président de l'ANACR.

Cher(e)s Ami(e)s, il y a deux ans, l'ANACR a fait à Limoges un choix. C'était un choix, car il y avait une autre option, celle suivie par d'autres Associations d'anciens Résistants. C'était un choix pour nous d'évidence, mais qui, pourtant, n'allait pas de soi pour tous, même s'il a été fait à l'unanimité au congrès de Limoges.

Ce choix, vous le connaissez, puisque les « Ami(e)s de la Résistance » y ont contribué, puisque nombre d'entre vous y ont participé en tant que congressistes de Limoges. C'est celui de pérenniser l'existence de l'ANACR et, pour ce faire, d'ouvrir pleinement ses rangs aux « Ami(e)s de la Résistance », condition indispensable de cette pérennisation.

Il y avait effectivement une autre option, qui d'ailleurs se présentait sous de meilleurs auspices nous concernant que pour d'autres l'ayant choisie, à savoir celle de mettre fin à l'existence de l'ANACR, ainsi que l'ont fait ces dernières années des associations rassemblant des femmes et des hommes des mêmes générations que celles des adhérents de l'ANACR, telles l'Association des Français Libres, la Confédération Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance ou l'Association des Résistants de 1940.

Sous de meilleurs auspices disais-je, car, à la différence de ces associations, qui ont légué leurs biens et leurs intérêts moraux à des Fondations, telles celles de la Résistance ou de la France Libre, l'ANACR avait à ses côtés une Association pouvant être son héritière légitime, puisque elle lui avait de fait donné naissance, même si la gestation entamée en 1970 au Congrès de Sallanches a duré 30 ans avant d'aboutir, en 2003, à la création de l'« Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (ANACR) ».

Et, il est vrai que tout un temps a été envisagé, tant par la Direction de l'ANACR que par celle des « Ami(e)s de la Résistance », ce scénario de succession entre nos deux associations, appelé parfois de manière imagée entre nous « passage de témoin », « remise des clés de la maison » le moment venu...

Or, c'est une autre voie qui en définitive a été choisie, encore que ce choix nous ait été dicté de fait par la prise en compte d'une réalité plus complexe que nous le pensions.

Le premier aspect de cette réalité, c'est la différence d'échelle existant entre l'ANACR et les autres associations que j'ai évoquées précédemment. Ainsi lorsque la plus importante d'entre elles, la CNCVR, a décidé en 2005 de se saborder, elle ne comptait plus - selon ses dires - qu'un peu plus de 4000 adhérents, dont d'ailleurs nombre de membres de l'ANACR, par ailleurs titulaires de la CVR ; à cette époque, l'ANACR comptait encore près de 13 000 adhérents, c'est-à-dire le triple de ceux d'alors de la CNCVR, membres de l'ANACR inclus.

Aujourd'hui, 10 000 Résistantes et Résistants sont encore membres de l'ANACR, c'est-à-dire que dans 4 ou 5 ans, compte tenu de l'érosion annuelle de nos effectifs du fait des disparitions, il y aura encore vraisemblablement près de 5000 Résistantes et Résistants membres de l'ANACR, soit plus que la CNCVR n'en comptait huit ans plus tôt au moment de prendre la décision de se dissoudre. Cette différence d'échelle que j'évoquais entre l'ANACR et les autres associations existantes regroupant des Résistants est fondamentale quant à leur avenir respectif.

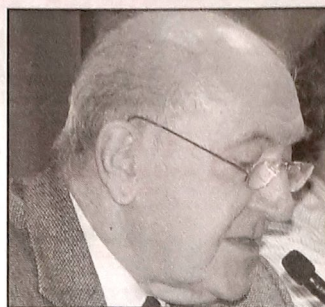
La prise en compte de cet aspect de la réalité a été un facteur important dans le choix que nous avons fait de pérenniser l'ANACR : pour plusieurs années encore, des milliers de Résistantes et de Résistants seront membres de l'ANACR. D'une part, nous ne pouvions pas les laisser en déshérence, ce qui aurait été le cas si l'ANACR avait suivi l'exemple de la CNCVR ou des Français Libres et, d'autre part, il était impensable d'envisager de leur demander d'adhérer aux « Ami(e)s de la Résistance », car de la Résistance, chacun conviendra qu'ils en sont un peu plus qu'« Amis ». C'eût été incongru.

Pour autant, refuser la voie empruntée par d'autres Associations de Résistants, ou qui s'apprent à le faire, ne doit pas nous conduire - d'ailleurs comment le pourrions-nous ? - à ignorer un autre aspect de la réalité : nos adhérents sont certes bien plus nombreux que ceux des autres associations, mais ils ont le même âge que les leurs. Nous aurons certes encore dans nos rangs plus de 5000 Résistants dans 4 ou 5 ans, mais les plus jeunes - une poignée - auront 84 ou 85 ans, quant à la majorité d'entre eux, ils auront de 87 à 90 ans sinon plus. Il serait irréaliste de penser que dans leur majorité - au-delà d'heureuses équations personnelles - ils seront en capacité d'assurer à eux seuls le fonctionnement de l'ANACR : les difficultés de santé, le poids des ans se font et se feront chaque jour plus sentir.

Mais, si nous avons décidé de ne pas aller vers la disparition programmée de l'ANACR, c'est aussi qu'à la différence des autres associations, nous en avions la possibilité. Cette possibilité, nous l'avons depuis plusieurs années déjà expérimentée notamment sur le plan local ou départemental, c'est celle qu'offre la présence des « Ami(e)s de la Résistance » aux côtés des Résistants dans l'ANACR.

Depuis plusieurs années déjà, vous le savez, à tous les niveaux de l'ANACR, des « Ami(e)s » ont été associés à ses directions comme « membres associés ». Certes, certains dans l'ANACR ont perçu l'expression - qui avait un caractère juridique de conformité aux statuts d'alors - comme traduisant une position subalterne, d'observateur en quelque sorte, réservée aux « Ami(e)s ». Ils avaient bien tort, car, l'évolution de la réalité s'imposant et nécessitant faisant loi, ils ont pour la plupart été bien heureux - ou en tout cas s'en sont trouvés bien aise - de puiser parmi les « Ami(e)s » les concours nécessaires palliant la disparition de nombreux cadres de l'ANACR : trésoriers, secrétaires et bientôt vice-présidents voire présidents de comité locaux et départementaux.

D'autant plus que, depuis leur création en 1970, les « Ami(e)s de la Résistance » se sont pénétrés au sein de l'ANACR des valeurs de la Résistance, se sont imprégnés de ce qui fait la richesse de notre Association, en premier lieu de son pluralisme, de ses règles de fonctionnement, de ses objectifs et axes de lutte, aujourd'hui partagés par tous.



Dans le positif et le négatif, la vie de notre Association depuis Limoges - mais même avant - vient corroborer mes dires : ainsi, depuis la fin 2007 et au début 2008, nous avons enregistré la disparition de 5 comités départementaux de l'ANACR ayant le même profil : faible nombre d'adhérents, disparition ou maladie invalidante du ou des deux responsables, et, surtout, très peu ou aucun(e) « Ami(e) de la Résistance » ; une dizaine d'autres départements présentent des symptômes du même ordre qui nous inquiètent beaucoup.

A l'inverse, nombre de Comités départementaux de l'ANACR ont pu, n'ont pu dirais-je mieux, maintenir leur existence - et surtout leur activité - que grâce à l'apport décisif des « Ami(e)s », ce que concrétise d'ailleurs dans ces départements l'accession d'« Ami(e)s » à des responsabilités que les Résistants qui les assumaient jusque là n'ont plus la force de continuer à le faire : trésoriers, secrétaires, co-présidents ou Présidents-délégués.

J'ai dit, au début de mon intervention, que ce choix que nous avons fait de pérenniser l'ANACR par l'intégration en son sein des « Ami(e)s de la Résistance » était d'évidence, mais qu'il n'allait pas de soi pour tous ; je veux dire essentiellement pour tous les Résistants. Il est vrai qu'ici ou là, de manière marginale certes mais cependant réelle, il y a eu des réticences à s'ouvrir aux Ami(e)s, à leur confier des responsabilités.

Les raisons en sont multiples : certains de nos camarades sont peut-être plus tournés vers le passé, vers leur passé, dont ils peuvent être légitimement fiers, que soucieux d'un avenir qui, évidemment, tôt ou tard, et nous souhaitons que cela soit pour tous le plus tard possible, se fera sans eux ; d'autres ont la crainte que les « Ami(e)s » s'écartent de ce qui a fait la représentativité de l'ANACR, son pluralisme.

Certes, il peut y avoir eu, ici ou là, des glissements en ce sens, l'interpellation des injustices et drames de notre société pouvant être pressante, parallèlement à une non maîtrise du caractère de notre Association, qui n'est en aucune façon un parti politique un syndicat, une Association thématique autre que celle que définit le préambule de ses statuts.

Avec une extrême fermeté, totalement approuvée par la Direction de l'ANACR, la direction des Ami(e)s de la Résistance a, par l'explication sans concessions, combattu avec succès de tels glissements dommageables, dont il est honnête de dire d'ailleurs que n'en sont pas exempts certains Résistants qui, constatant d'évidence que leurs espérances de la Libération n'ont pas été concrétisées ou, ayant en partie été, sont aujourd'hui battues en brèche, qui, souvent orphelins d'engagements politiques ou sociaux qui les ont déçus, sont tentés de transférer dans l'ANACR ces déceptions et de facto, par substitution, ces engagements, alors qu'elle ne peut, qu'elle ne doit en être le cadre, car ce n'est pas sa nature.

Des réticences ont pu aussi s'exprimer, ou des problèmes ont pu surgir de la crainte de responsables de l'ANACR de se voir dessaisir de responsabilités dans une Association à laquelle ils ont tant donné. Cette crainte est illégitime, car les Ami(e)s de la Résistance se sont largement exprimés en ce sens, qui est de bon sens : ils ont besoin des conseils, du concours de l'expérience des Résistants. Et, ce qui écarte des Résistant(e)s de leurs responsabilités, ce ne sont pas les Ami(e)s mais les conséquences de l'âge, la maladie, et hélas la disparition.

Cher(e)s Ami(e)s, en ouvrant les rangs de l'ANACR aux Ami(e)s de la Résistance, en leur offrant par là-même la notoriété de l'ANACR acquise nationalement, mais aussi et peut-être surtout sur le plan local et départemental, par plus de soixante ans de lutte au service des valeurs de la Résistance, les Résistants ont fait le choix de l'Avenir, car leur combat ne doit pas disparaître avec eux alors même que ce contre quoi ils se sont battus, le racisme, la dictature, le fascisme, la guerre, restent des fléaux de notre temps.

En assumant déjà, ainsi que je l'ai dit, de nombreuses responsabilités dans les comités locaux et départementaux de l'ANACR, ainsi qu'au niveau national, les Ami(e)s de la Résistance ont répondu et répondent à notre attente : Nous sommes confiants dans leur rôle de passeurs de mémoire, de passeurs de notre mémoire, de la mémoire des combats, des valeurs, des enseignements de la Résistance.

Cher(e)s Ami(e)s, mesurant le pas important que représente la décision qu'il vous est proposée de prendre à ces Assises, la fin de l'existence de l'« Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance », proposition que la Direction nationale de l'ANACR appuie totalement, je veux vous dire qu'au-delà d'une légitime nostalgie, compte tenu de tout ce qu'ont accompli depuis 1990 les groupes locaux et départementaux d'« Ami(e)s » et, depuis 2003, votre Association nationale, cette décision sera d'autant plus facile à prendre que depuis Limoges, l'ANACR est déjà - et sera évidemment de plus en plus - votre Association.

Quand ce sera pleinement le cas, que l'ANACR, grâce à vous, continuera à mener activement, de manière revivifiée par votre apport, en utilisant aussi les moyens modernes d'expression et de communication indispensables pour pouvoir s'adresser aux générations contemporaines, sa lutte pour diffuser les valeurs de la Résistance, pour la transmission d'une mémoire authentique de ses combats, et bien, nous Résistants, nous aurons le sentiment d'avoir réussi, d'avoir accompli notre mission en fidélité à nos camarades disparus.

FESTIVAL CORSE DU FILM SUR LA RESISTANCE



Le 7^e cycle du film « Résistance », organisé par les « Ami(e)s de la Résistance », avec le concours de la Cinémathèque de Corse et le partenariat de la CMCAS de Corse, l'appui de l'ANACR et le soutien de plusieurs collectivité

tés et organismes publics (Collectivité territoriale de Corse, Conseil général de Corse-du-Sud, Ville d'Ajaccio, plus de 25 municipalités, Office de tourisme d'Ajaccio...), ainsi que de plusieurs entreprises (CCM, SNCM, Ford,

Crédit Agricole...), s'est déroulé du 21 au 26 avril 2008, principalement à Ajaccio et Porticchio, mais aussi à Porto-Vecchio et Sartène, avec une audience supérieure à celle des précédentes années, totalisant 2375 entrées ; cela a été particulièrement sensible en milieu scolaire (897 entrées).

Les films pour les scolaires, tels le « Vieil Homme et l'enfant », « Les enfants du n°67 », « Liberata », « le Journal d'Anne Frank » et ceux proposés au grand public les « Femmes de l'ombre », « M. Batignole », « les Faussaires », « Mémoires de nos pères », « Lettres d'Iwo-Jima », ont été bien accueillis, ainsi que la conférence d'Olivier Wiewiorka sur « Mémoire et Histoire » et ses commentaires de séquences de films choisis par Karim Ghiyati, de la Cinémathèque de Corse.

Une bonne place a été faite aux réalisations corse (« Lella, Danièle Casanova, une vie », « Le laboratoire corse », « Liberata... ») et l'hommage à « Dolinda Luciani, Juste parmi les Nations », en sa présence, a été un moment émouvant.

Deux pièces de Théâtre furent aussi programmées : « Murmures du monde » et « Lella, Danièle Casanova, une vie ».

Hélène Chaubin, Jacques Varin, Olivier Wiewiorka, les réalisateurs corse, Christine Schapira, l'auteur de « Lella », la journaliste Marie Cristiani, Dolinda Luciani, ainsi que d'autres Résistants et Déportés, présents aux séances, ont commenté et débattu après les projections, faisant progresser la connaissance de cette période, notamment pour le jeune public.

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE, LE 27 MAI

Comme chaque année désormais, le 27 mai dernier, mais aussi dans les jours qui le précèdent ou le suivent, de nombreuses manifestations, cérémonies, conférences, expositions ont été organisées à travers toute la France par les comités de l'ANACR avec la participation active des «Ami(e)s de la Résistance», avec très souvent le concours des municipalités et la présence d'élus nationaux, régionaux et départementaux, de représentants des Pouvoirs et organismes publics, avec la participation d'Associations du monde Combattant, de la Résistance et de la Déportation, d'enseignants et d'élèves, afin de rendre ainsi hommage, dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance, au CNR et à son fondateur, Jean Moulin, au rôle de la Résistance dans la libération de la France.

Nous avons évoqué en page 1 la célébration de la Journée de la Résistance à Marvejols (Lozère), nous relatons ci-dessous d'autres exemples de ces initiatives, nous en citerons d'autres fin août dans notre prochaine parution (Gironde, Corrèze, Aude, Côtes-d'Armor, Alpes-mari-times, Paris, Eure...).

Dans le VAUCLUSE, le mardi 27 mai à Pernes-les-Fontaines, diverses manifestations ont eu lieu à l'initiative du comité local de l'ANACR en collaboration avec la Municipalité. A 14 h fut organisée une Conférence avec diaporama au Centre Culturel des Augustins de Pernes, sur « Lucie AUBRAY, une Femme, une Résistante, une Humaine », par deux «Amis de la Résistance», Renée et Claude Lapeyre, avec la présence d'une classe du Collège Charles-Doché de Pernes. Puis, sur la Place qui porte son nom, un hommage, avec dépôt d'une gerbe par ses enfants, fut rendu à Gabriel Moutte, chef de la Résistance du Secteur de Pernes et ses environs.

A 18 h, Place Frédéric-Mistral, devant la Stèle érigée à la Mémoire de Gabriel Moutte, de Danton Milhet, cofondateur du Maquis Jean-Robert dans les Monts du Vaucluse, et en hommage à tous les résistants Pernois, eut lieu, en présence de MM. Patrick Anne, Directeur de l'ONAC-Vaucluse, Yves Largot, Président de l'UDAC, Max Raspaill, Vice-Président du Conseil Général, François Pantagène, Conseiller Général du Canton de Pernes et Pierre Gabert, Maire de Pernes, la cérémonie officielle d'anniversaire de la création du C.N.R. le 27 mai 1943. Après des allocutions favorables à l'institution officielle d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 Mai, prononcées par MM Patrick Anne, Pierre Gabert et Jean Bottey, nouveau Président départemental de l'ANACR, eut lieu le dépôt de nombreuses gerbes. La cérémonie s'acheva par la Marseillaise et le Chant des Partisans et le Chant des Marais.

En SAVOIE, à Albertville, dont Jean Moulin fut Sous-préfet de 1925 à 1930, une cérémonie s'est, à l'appel des Résistants et «Ami(e)s de la Résistance» rassemblés dans l'ANACR, déroulée le 27 mai devant la plaque commémorative Jean-Moulin, apposée sur la façade de la sous-préfecture à l'occasion du 65^{ème} anniversaire de la création du CNR.

Devant une assistance plus importante que d'habitude, au premier rang de laquelle se trouvaient Mme François Fugier, Sous-préfète d'Albertville, des Conseillers généraux, des représentants de la municipalité et des associations patriotiques, Marcel Rochemaix, secrétaire départemental de l'ANACR, rappela les valeurs de liberté, de justice sociale, de solidarité, de tolérance et d'indépendance qui sont celles du CNR, puis il insista sur la nécessité d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance le 27 mai. La cérémonie s'acheva par la Marseillaise et le Chant des Partisans.

Dans le LOIRET, le mardi 27 mai à Montargis, Maurice Chandivert, co-président de l'ANACR pour le Montargis, et M. Dijon, 1^{er} maire-adjoint de Montargis, en présence de toutes les Associations patriotiques avec leurs drapeaux, évoquèrent les circonstances et la portée de la création du CNR, les sacrifices des Résistants, le rôle de la Résistance dans la libération de la France et le soutien qu'elle apporta au Général de Gaulle.

En CORSE-DU-SUD, à Ajaccio, la Journée Nationale de la Résistance été commémorée comme chaque année en partenariat avec la municipalité, et en présence d'associations du monde Combattant avec leurs porte-drapeaux, d'élus de la Collectivité territoriale, des autorités civiles et militaires dont le représentant de la Préfecture. Andrée Vesperini, Présidente des Ami(e)s de la Résistance, rappela l'actualité du message du CNR : «La Résistance, pendant la clandestinité, a été la gardienne des idées de liberté, d'égalité, de fraternité et de démocratie. Elle a légué aux nouvelles générations un patrimoine inestimable : la qualité retrouvée de citoyen. Son message est d'une profonde actualité, il est à donner en exemple à la jeunesse en ancrant ses valeurs dans la vie quotidienne, en refusant la précarité, l'exclusion, la violence, la discrimination raciale, l'injustice et les atteintes aux libertés.»

En HAUTE-LOIRE, c'est lundi 26 mai, au Lycée Charles et Adrien-Dupuy, au Puy-en-Velay, qu'en présence d'élèves de classes de 1^{re} et de Didier Bourdelain, professeur d'Histoire-géographie, plusieurs Résistant(e)s et filles et fils de Résistants, Lucien Volle, Président départemental de l'ANACR, Mélanie Volle, Marie-Andrée Mouleyre, Jean Jouve, Jacques Landau, René Ganier et Raymond Lango, retracèrent les circonstances de la création du CNR, la portée de l'événement pour le développement de la lutte pour la libération de la France, sa dimension d'avenir, son Programme, publié en mars 1944, dessinant les contours d'une France régénérée et solidaire.

En ILLE-ET-VILAINE, Maurice Lelièvre, nouveau Président départemental de l'ANACR, en compagnie de Renée Thouard, présidente de l'ADIRP, a présidé le 27 mai dernier, Place du 50^{ème} d'Artillerie à Rennes, la cérémonie commémorant, devant le Mémorial des Martyrs de la Résistance et de la Déportation, le 65^{ème} anniversaire de la création du CNR. On remarquait la présence de Mesdames Lénaïc Briéro, adjointe au maire de Rennes chargée des Anciens Combattants, et Jeannine Huon, vice-présidente du Conseil général.

Dans les PYRÉNÉES-ORIENTALES, L'ANACR, représentée par plusieurs membres du Comité départemental et du Comité local Côte Vermelle, avec leurs deux porte-drapeaux, a participé à l'hommage à la Résistance à Elne, le 27 mai 2008. C'est la huitième année que cette commune commémore ainsi la création du CNR. Après l'allocution du maire, Nicolas Garcia, adhérent «Ami de la Résistance» de l'ANACR, Jean-Pierre Castillo excusa l'absence pour raison de santé, du Président départemental Jean Rostand. Comme M. le Maire, il rappela certaines des nombreuses mesures décidées par le CNR, insista sur la volonté de l'ANACR d'assurer son travail de mémoire afin que «le combat et les sacrifices des Résistants ne soient ni oubliés, ni minimisés», avant de conclure son discours par ces mots : «27 mai, date d'honneur, date de mémoire». Puis suivit l'intervention de Nicole Rey, présidente de l'AFMD, elle aussi adhérente des «Ami(e)s». Elle présenta son exposition consacrée à Rose Blanc, Guy Miquet et aux membres de la M.O.I. La chorale d'Elne interpréta le Chant des Partisans et la fanfare fit retentir la Marseillaise. Deux gerbes furent déposées par le Comité départemental et le Comité d'Elne de l'ANACR.

Dans la NIÈVRE, chaque année, le Comité Départemental de l'ANACR commémore, en partenariat avec la Municipalité de Nevers, la Journée Nationale de la Résistance, à la date du 27 Mai. Cette année, le 65^{ème} anniversaire de la création du CNR a été l'occasion pour l'ANACR de diffuser le témoignage de Robert Chambeiron, Président-délégué national de l'ANACR, Secrétaire général-adjoint du CNR, dont il reste aujourd'hui le dernier membre et témoin de la réunion constitutive. Après la projection, précédée d'une présentation de Jean-Marc Ragobert, Président départemental de l'ANACR, ce témoignage largement apprécié par l'assistance, dans laquelle on reconnaissait Mme Catherine Dehais, déléguée à la mémoire combattante représentant M. Guy Charlier, directeur départemental de l'ONAC, et plusieurs présidents d'Associations, M. Jean-Pierre Manse, représentant le Sénateur-maire Didier Boulaud, remercia l'ANACR et les «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)» pour cette initiative, soulignant la qualité des propos de Robert Chambeiron, puis il rendit Hommage à Jean Moulin, à son rôle déterminant dans la création du CNR, et évoqua également le contenu du Programme du CNR ainsi que les idéaux des Résistants. Puis, précédés par 14 Porte-Drapeaux, les participants se rendirent en cortège devant le Monument Résistance et de la Déportation où 3 Gerbes furent déposées au nom de l'ANACR et des Ami(e)s par Guy Jannet, Josette Ragobert et Jeannine Baron, pour La Municipalité par Jean-lierre Manse et pour le Conseil Général par Mme Yvette Morillon, représentant M. Marcel Charmant, Président du Conseil général. Après la Sonnerie aux Morts et la minute de silence, la Marseillaise et le Chant des Partisans terminèrent cette Cérémonie d'hommage à celle et ceux qui se sacrifièrent pour que La France retrouve son honneur et sa liberté.

POUR LE RESPECT DE TOUTES LES DATES DE MEMOIRE

Durant le XX^e siècle notre pays a participé à de nombreux conflits, sur son sol ou loin de ses frontières. A deux reprises, ils ont pris la dimension d'une confrontation mondiale. Tous eurent leur spécificité, tous s'accompagnèrent de lourds sacrifices arrachant des femmes et des hommes à l'affection des leurs, meurtrissant les corps et les âmes de nombre de ceux qui y survécurent, laissant dans la conscience des familles et de la Nation une empreinte indélébile.

Le dernier Poilu vient de nous quitter, mais le souvenir de près de 1 million et demi de tués, des millions de blessés et de gazés, des millions de veuves et d'orphelins reste et restera présent avec force chaque 11 novembre, lorsqu'autour des Monuments aux Morts où leurs noms sont gravés, la Nation, dans chaque ville et village de France, rend hommage à leur sacrifice pour préserver l'indépendance et l'intégrité de notre pays.

Le 18 juin, commémorant l'Appel historique du Général de Gaulle qui garda jusqu'à la victoire finale la France aux côtés des Alliés dans le combat pour abattre l'Allemagne nazie et les autres fascismes, le 27 mai, associé au nom emblématique de Jean Moulin et qui marqua l'unité sous l'autorité du Général de Gaulle de toutes les forces engagées sur le sol national dans la Résistance à l'occupation nazie et au régime collaborateur pétainiste, le 8 mai 1945, qui consacra la victoire finale des peuples et de la coalition antihitlérienne contre la barbarie nazie, sont les dates indissociables de l'hommage qui doit être rendu à celles et ceux qui, refusant l'abaissement national, la servitude, la négation de l'homme et de ses droits, se dressèrent souvent au prix de leur vie pour que nous vivions dans un pays libre dans un monde qui devrait l'être davantage.

Le second conflit mondial du XX^e siècle fut celui des génocides, des assassinats de masse, de l'extermination programmée des opposants, dont les camps de concentration de l'Allemagne nazie et de ses alliés furent un rouage essentiel dans leur mise en œuvre. Le 27 janvier, jour anniversaire de la libération en 1945 du camp d'Auschwitz, le dernier dimanche d'avril, durant lequel est chaque année rendu hommage à celles et ceux qui souffrirent et disparurent dans les camps de la Mort, et le 19 juillet, anniversaire de la Rafle du Vel d'hiv, tragique symbole des persécutions raciales mises en œuvre par le régime dit de l'Etat français, sont inséparables du devoir de mémoire que nous avons envers celles et ceux qui furent victimes de l'horreur.

Au lendemain de la Seconde guerre mondiale, après la capitulation japonaise du 2 septembre 1945, en Indochine que l'Empire nippon avait occupé, notre pays a été engagé de décembre 1946 à 1954 dans une guerre l'opposant à la République du Vietnam qui avait proclamé son indépendance. Depuis 2005, le 8 juin de chaque année, hommage est rendu au plus de 100 000 soldats français et de l'Union française tombés alors en Indochine.

De 1954 à 1962, plus de deux millions de jeunes soldats français prirent part en Afrique du Nord, principalement en Algérie, à d'autres conflits d'indépendance, dans lequel près de 30 000 d'entre eux tombèrent et qui fit plusieurs centaines de milliers de victimes civiles et militaires, algériennes et françaises. Un conflit resté jusqu'à nos jours très présent dans la mémoire de ceux qui y participèrent, de celles et ceux dont un fils, un frère, un fiancé ou un mari était alors sous les drapeaux. Le 19 mars, est l'anniversaire du jour qui, en 1962, marqua le passage d'une logique de guerre à une logique de paix dans les rapports entre les peuples

français et algérien, un hommage est rendu le 5 décembre aux morts de ce conflit, et, depuis 2001, un autre l'est, le 25 septembre, aux combattants des forces supplétives de l'Armée française qui y participèrent.

Il est important à nos yeux que toutes ces dates, symboliques d'événements majeurs de notre histoire et même de celle du monde, qui ont influencé douloureusement le destin de notre pays, soient, pour les générations contemporaines et futures, pour les jeunes - dont nous nous réjouissons de constater qu'ils participent plus nombreux aux commémorations, non seulement des moments de recueillement mais aussi de transmission de notre mémoire nationale, d'enseignements précieux, d'affirmation de valeurs humanistes, démocratiques, patriotiques et de paix dont notre société a besoin.

C'est pourquoi, nous ne pourrions que nous opposer avec la plus extrême détermination à toute velléité d'instaurer une «Journée unique du Souvenir» qui, en supprimant l'essentiel de ces dates mémorielles, aboutirait de fait à relativiser voire à escamoter des pans entiers de notre histoire, et par là même les valeurs et les sacrifices qui en sont indissociables.

Ce serait inacceptable.

Ont notamment signé ce texte : Association Française Buchenwald-Dora, Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance (ANACR), Association Nationale des Anciens Combattants de la Ligne Maginot et des Intervalles 1939-1940, Association Nationale des Anciens Combattants et Victimes de Guerre du CNRS, Association Nationale des Cheminots Anciens Combattants, Résistants, Prisonniers et Victimes de Guerre (A.N.C.A.C.), Association Nationale des Combattants Volontaires de la Résistance (A.N.C.V.R.)-93, Association Nationale des Médecins Combattants Volontaires de la Résistance (A.N.M.C.V.R.), Association Nationale des Titulaires du Titre de Reconnaissance de la Nation (ANT-TRIN), Association de l'Orphelinat et des Œuvres des Médailles Militaires, Association de la Résistance Juive en France (A.R.J.F.), Comité National de Liaison des Anciens Déportés, Internés, Résistants, Politiques et Patriotes Résistants à l'Occupation d'Electricité-Gaz de France, Confédération Nationale des Déportés, Internés et Ayants Droits de la Résistance (C.N.D.I.A.D.R.), Fédération des Groupements d'Anciens Combattants et Victimes de Guerre de la R.A.T.P., Fédération Ouvrière et Paysanne des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (F.O.P.A.C.), Union des Engagés Volontaires Anciens Combattants Juifs, leurs Enfants et Amis (U.E.V.A.C.J.E.A), Union Chrétienne des Déportés, Internés et Familles, Union Nationale des Déportés, Internés et Victimes de Guerre (U.N.D.I.V.G.)...

Le Comité d'Action de la Résistance (C.A.R.), la Fédération Nationale des Anciens Combattants en Algérie, Maroc, Tunisie (F.N.A.C.A.), la Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes (F.N.D.I.R.P.), la Fédération Nationale des Déportés et Internés de la Résistance - Union Nationale des Associations de Déportés, Internés et Familles de Disparus (F.N.D.I.R.-U.N.A.D.I.F.) ont fait savoir que, partageant l'hostilité à l'instauration d'une Journée Unique du Souvenir, ils avaient parallèlement entrepris des démarches convergentes avec cet Appel.

M. Jacques Goujat, Président de l'Union Française des Associations de Combattants et de Victimes de Guerre (U.F.A.C.), souscrivait aussi à la position de l'Appel quant à la Journée unique, a rappelé que l'«U.F.A.C. d'une part et (...) la F.N.C.P.G.-C.A.T.M., qui vient de tenir son 54^{ème} congrès, ont également exprimé, sans ambiguïté, leur farouche opposition à l'instauration d'un éventuel Memorial Day et leurs souhaits que toutes les dates nationales commémoratives soient maintenues».

IL Y A 70 ANS : L'« ACCORD » DE MUNICH



Les signataires de l'« Accord », de g. à d. sur la photo, Chamberlain, Hitler et Mussolini

« Nous avions à choisir entre le désarmement et la guerre. Nous avons choisi le désarmement et nous aurons la guerre. » (Winston Churchill)

Ceux qui ont connu la Seconde guerre mondiale et les quelques années qui la précèdent ne peuvent pas ne pas se souvenir de Munich. Le pseudo-accord qui, en fait, précipita la marche aux agressions hitlériennes. Outre des grandes puissances européennes étaient concernés : la France, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Belgique. La conférence, qui devait être une occasion de paix, se transforma en une longue discussion des opinions publiques en France, en Grande-Bretagne et en Pologne. Les dirigeants de ces pays, qui se réunirent à Munich, furent contraints de signer un accord qui leur était si contraire. L'« Accord » de Munich, qui fut signé le 30 septembre 1938, fut le résultat de la pression exercée par les puissances allemandes et italiennes. Les dirigeants de ces pays, qui se réunirent à Munich, furent contraints de signer un accord qui leur était si contraire. L'« Accord » de Munich, qui fut signé le 30 septembre 1938, fut le résultat de la pression exercée par les puissances allemandes et italiennes.

Comme l'Autriche ne suffisait pas à Hitler, il entreprit une campagne violente pour le rattachement à l'Allemagne de la région tchécoslovaque. Cette campagne fut menée avec une telle vigueur qu'elle entraîna la signature de l'« Accord » de Munich. L'« Accord » de Munich, qui fut signé le 30 septembre 1938, fut le résultat de la pression exercée par les puissances allemandes et italiennes. Les dirigeants de ces pays, qui se réunirent à Munich, furent contraints de signer un accord qui leur était si contraire. L'« Accord » de Munich, qui fut signé le 30 septembre 1938, fut le résultat de la pression exercée par les puissances allemandes et italiennes.

Du point de vue de la Première Guerre mondiale, la situation internationale, essentiellement en Europe, avait été constamment mouvante, mais jamais en faveur de la démocratie. D'abord, les démocraties n'avaient pas su empêcher l'Allemagne d'acquiescer à la signature de l'« Accord » de Munich. Ensuite, elles n'avaient pas su empêcher l'Allemagne d'acquiescer à la signature de l'« Accord » de Munich.

GRAVE MENACE CONTRE LA RECHERCHE HISTORIQUE

Une association spécialisée peu connue de dehors des milieux certes vient de lancer un signal d'alarme qui nous concerne particulièrement. Il s'agit de l'« Association des Usagers du service public des Archives Nationales ». Cette association, qui a pour but de défendre les intérêts des usagers des Archives Nationales, a récemment publié un rapport intitulé « La grave menace contre la recherche historique ».

La première disposition intolérable serait un projet de loi qui restreindrait de telle façon les possibilités d'accès aux archives contemporaines, qu'il mettrait en cause toutes les possibilités de travaux historiques pendant la période commémorative à tout danger. L'« Association des Usagers du service public des Archives Nationales » a récemment publié un rapport intitulé « La grave menace contre la recherche historique ».

La première disposition intolérable serait un projet de loi qui restreindrait de telle façon les possibilités d'accès aux archives contemporaines, qu'il mettrait en cause toutes les possibilités de travaux historiques pendant la période commémorative à tout danger. L'« Association des Usagers du service public des Archives Nationales » a récemment publié un rapport intitulé « La grave menace contre la recherche historique ».

La première disposition intolérable serait un projet de loi qui restreindrait de telle façon les possibilités d'accès aux archives contemporaines, qu'il mettrait en cause toutes les possibilités de travaux historiques pendant la période commémorative à tout danger. L'« Association des Usagers du service public des Archives Nationales » a récemment publié un rapport intitulé « La grave menace contre la recherche historique ».

La première disposition intolérable serait un projet de loi qui restreindrait de telle façon les possibilités d'accès aux archives contemporaines, qu'il mettrait en cause toutes les possibilités de travaux historiques pendant la période commémorative à tout danger. L'« Association des Usagers du service public des Archives Nationales » a récemment publié un rapport intitulé « La grave menace contre la recherche historique ».

La première disposition intolérable serait un projet de loi qui restreindrait de telle façon les possibilités d'accès aux archives contemporaines, qu'il mettrait en cause toutes les possibilités de travaux historiques pendant la période commémorative à tout danger. L'« Association des Usagers du service public des Archives Nationales » a récemment publié un rapport intitulé « La grave menace contre la recherche historique ».

31 DECEMBRE 1943 : L'OPERATION FAUX « NOUVELLISTES »

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

Le 31 décembre 1943, de retour du défilé patriotique des Marseillais, le général de Gaulle se retrouve fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la région de la Loire. Les deux hommes, qui sont tous les deux de la région de la Loire, se retrouvent fin raison du couvre-feu avec son adjoint, Louis Borneat, au domicile de Henri Laboulaye, chef régional de la Loire.

NEOFASCISME EN FRANCE ET EN EUROPE

FUSILLADE NEO-NAZIE A... SAINT-MICHEL-SUR-ORGE !

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

Le 28 mai la paisible ville de Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France, a connu des moments dantesques. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Saint-Michel-sur-Orge, en Ile-de-France.

NEOFASCISME EN FRANCE ET EN EUROPE

PROFANATIONS : TOMBES CHRETIENNES AUSSI

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

En notre dernier numéro, nous avons vu dénoncé la profanation de tombes de soldats africains « morts pour la France ». Ici, nous découvrons la profanation de tombes chrétiennes au cimetière de Fagny-les-Eclairs. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs. Des centaines de personnes ont été tuées, des centaines de personnes ont été blessées. C'est ce qui s'est passé le 28 mai 1943, à Fagny-les-Eclairs.

AVIS DE RECHERCHE

Je cherche des renseignements sur Pierre DEBORD mari de ma tante Denise Thoreux, Résistant à Evreux, arrêté puis déporté par les Allemands à Gusen puis à Mauthausen où il est mort en 1945. Une plaque commémorative est déposée dans la préfecture d'Evreux où il travaillait pendant la guerre. Qui pourrait me renseigner ?
 Contacter Joseph LEGRAND
 28 rue de Plombières
 70220 - FOUGEROLLES
 Tél : 03 84 49 60 45
 E-mail : jlegrand5@club-internet.fr

Je recherche toutes infos concernant Gaston et Marie COURSEAUX, appelés «les Gastons», résistants pendant la Seconde Guerre mondiale, ainsi que tout ce qui concerne le village de Gournay-sur-Aronde (60) et le terrain d'atterrissage «Pêche» pendant cette période.
 Contacter Lise BRUNAUX
 E-mail : lbrunaux@cudl-lille.fr

Je recherche des traces de l'appartenance de mon père, Eugène Jules PARIS (né en 1903, employé à la SNCF ou PLM), au groupe «Alain» des FFI d'Auvergne de 1942 à 1944, sous les ordres du capitaine Lucien Roncier. Tout ce qui se rapporte à ce groupe m'intéresse.
 Contacter Jeannine SANCHEZ née Paris
 30 rue des Grenouilles
 44770-PREFAILLES
 Tél : 02 40 21 67 04
 E-mail : janine43@aliceadsl.fr

Je recherche un contact avec ou sur René SIMON ou Simon RENE, qui prisonnier au Danemark s'échappa du Bateau de guerre «Nürnberg» en rade de Copenhague en mai 1945. Né le 27 février 1922 à Basse-Yutz, il habitait, en 1971, 60 rue de Metz à Woippy.
 Contacter Poul BECH
 toftgardsvej 75
 7000 -FREDERICIA - DANMARK
 E-mail : poul.bech@absolfang.dk

Concernant mes travaux sur la Résistance, et plus particulièrement sur les relations existant dans ce domaine entre la Belgique et la France, je recherche des renseignements sur Georges AGACHE, né en 1907 et qui aurait participé à la Résistance dans la région de Boulogne-Billancourt ; arrêté le 2 janvier 1942 déporté à Buchenwald, il fut rapatrié en mai 1945. Ainsi que sur Irène STEINHAUS, en relation avec Georges Agache et qui habita un moment à Bruxelles, sur Herbert WAYO (l'orthographe n'est peut-être pas parfaite), ainsi que sur Louise RENAC, qui aurait été marconiste (radio) en Région parisienne avant l'Occupation...
 Contacter Claude COUSSEMENT
 E-mail : Claude.couss@infonie.be

Je recherche des renseignements concernant Félix ROCHARD et Gaston VINCENT, arrêtés par les Allemands le 10 août 1944 avec mon oncle dans un café à la sortie de Roanne. Ces trois personnes étaient domiciliées à Moulins (Allier) au moment des faits.
 Contacter Jean-Luc LAMY
 E-mail : j.l.lamyandson@wanadoo.fr

Je recherche des témoignages sur le maquis FTP Demorny (Bergerac, Castillon), mon père, Raymond GARNIER, ayant appartenu à la 1^{ère} compagnie du 2^{ème} bataillon de la 6^{ème} Brigade FTP Demorny, devenue ensuite devant la Poche de la Rochelle, en septembre 1944, le 108^{ème} R.I. je recherche aussi des archives sur le journal «Audace» du 108^{ème} R.I., ainsi que des témoignages sur la Résistance en gare SNCF de Royan en 1943-1944.
 Contacter Eric GARNIER
 2, impasse Fernand Forest
 63670 - LE CENDRE
 Tél : 04 73 84 18 67
 E-mail : calbanese@agglo-clermont.fr

Je recherche des informations sur un fusillé du département du Cher du nom de Pierre JACQUEMARD. Peut-être un membre de l'ANACR pourrait-il me renseigner sur son parcours ?
 Contacter Christine Bonniol
 E-mail : Sibonni@aol.com

Mon père était en sud-Gironde dans un réseau de Résistance appelé «Bataillon Mickey». Je voudrais me procurer les Cahiers de la Résistance en Lot-et-Garonne. Qui peut m'aider ?
 Contacter Bernard LAMARQUE
 Les Genets. 33210-TOULENNE
 Tél : 06 22 71 51 78
 E-mail : bernardlamarque@free.fr

Le grand père de mon épouse, Pierre HAT-ET, à été déporté depuis Compiègne à Buchenwald par le train du 18 août 1944. Je crois qu'il a été arrêté à Alençon, et nous aimerions avoir tout renseignement sur son appartenance à la Résistance.
 Contacter Serge et Fabienne VALLÉE-HAT-ET
 99 rue de la Côte blanche
 76690 - Authieux-Ratierville
 Tél : 06 22 85 05 58
 E-mail : bac22@wanadoo.fr

Je recherche la trace du Grand-père de ma femme, Alphonse CHABOUSSIE, maquisard porté disparu lors de combats en Dordogne, son groupe aurait été donné aux Allemands. On aurait retrouvé des corps mais pas le sien. A-t-il été déporté ? Je souhaite au moins recueillir quelques renseignements.
 Contacter Lilian BOSCH
 1 impasse Daturas 31140-AUCARNVILLE
 Tél : 06 11 96 68 10
 E-mail : lilian.bosch@wanadoo.fr

Est-il possible de retrouver la trace d'un Résistant ayant obtenu la Médaille de la Résistance (connaître son parcours de Résistant et les circonstances qui lui ont valu d'être médaillé) ? Il s'agit de Elie MOST-KOFF ou MOSTKOV, né le 15 novembre 1902 à Poli (Russie). Emigré en France vers 1917, il était considéré comme «réfugié russe». Après des études de mathématiques dans une université française, il est devenu ingénieur. Entré dans la Résistance, son action lui a donc valu la Médaille de la Résistance. Demeurant à Paris, il est décédé après 1960.
 Contacter Eve Line BLUM
 25000-BESANCON
 E-mail : eve.line.blum@gmail.com

Je recherche des documents sur le Dr Jean VALNET (1920-1995), Résistant en 1942 au groupe franc de «Combat» à Lyon, en 1943 au Réseau «Brutus» puis au Corps Franc Pommiers.
 Contacter Annie-Claire AULIARD
 Tél : 06 11 70 83 78
 E-mail : acauliard@aol.com

Je recherche toutes informations sur Gaston et Marie COURSEAUX, appelés «les Gastons», Résistants, ainsi que tout ce qui concerne le village de Gournay-sur-Aronde (60) et le terrain d'atterrissage «Pêche» pendant cette période.
 Contacter Lise BRUNAUX
 E-mail : lbrunaux@cudl-lille.fr

Mon grand-père, Agius MARSEILLE a fait partie du maquis Antoine dans le Tarn sous le nom de «Marcel Acier». Il était avec un petit groupe à Villelongue au Château de la Planque. Un livre a-t-il été édité sur le maquis Antoine ou existe-t-il un site Internet évoquant spécifiquement ces Résistants du Tarn ?
 Contacter Marie BERQUET
 3, le moulin de Provence, 2 avenue du Val-Saint-André
 13100 - AIX-EN-PROVENCE
 E-mail : mariecaldi@yahoo.fr

LA VIE DE L'ASSOCIATION

ALLIER

Le congrès départemental de l'ANACR de l'Allier s'est tenu le 19 avril dernier à Bayet, où la soixantaine de participants -Résistant(e)s et Ami(e)s de la Résistance- fut accueillie par Mme la 1^{ère} adjointe au maire. La direction nationale de l'ANACR était représentée par Simone Mariotte, vice-présidente nationale.

C'est Raymond Moncorgé, Président-délégué départemental, qui présente le rapport d'activité en mettant l'accent sur la nécessité de préserver l'ANACR dans le département, ce qui souligne l'urgence de la relève par les «Ami(e)s», inégale selon les comités locaux alors qu'il est nécessaire de résister aux conséquences du temps qui s'écoule, non seulement pour sauvegarder le présent mais surtout pour assurer l'avenir.

Après la présentation du Rapport financier, satisfaisant, et son adoption à l'unanimité, de même que le fut le rapport d'activité, le projet de statuts départementaux, adaptant les statuts nationaux, fut lui aussi ratifié unanimement.

La discussion et les interventions des comités locaux permit notamment d'insister sur la nécessité de développer la bataille pour l'instauration de la Journée de la Résistance, le 27 mai, sur la nécessité de recueillir les témoignages et les archives, de faire rentrer des «Ami(e)s» dans le Jury départemental du Concours, d'intensifier les interventions en milieu scolaire, d'évoquer la possibilité de gestion d'un comité momentanément en difficulté par le comité départemental, améliorer le fonctionnement collégial de la rédaction de «Résistance Allier».

Le congrès entendit ensuite les interventions du Président de l'UDAC, qui fit part de ses inquiétudes quant à l'avenir de l'ONAC et aux travaux de la commission Kaspi, du vice-président du Conseil général de l'Allier, qui annonça la création d'un poste de subdélégué aux Anciens Combattants au sein du Conseil général, du député qui apporta son soutien plein et entier à l'action de l'ANACR, de Simone Mariotte, qui développa les orientations nationales de l'ANACR et insista sur la nécessité pour les «Ami(e)s de la Résistance» de s'investir pleinement dans le fonctionnement de l'ANACR et surtout dans le développement de ses activités.

L'intervention de M. Emmanuel Dufour, Directeur départemental de l'ONAC, représentant M. le Préfet, clôtura les travaux. Il souligna l'importance pour la mémoire du travail effectué par la déléguée mémoire et ne cacha pas ses interrogations et inquiétudes quant à l'avenir de son service.

SAVOIE

Le Congrès départemental de l'ANACR de Savoie rassembla une centaine de personnes à Argentine, une des communes symboles de la Résistance en Maurienne.

Le secrétaire départemental, Marcel Rochoix, après lecture d'un message du président Moriaz retenu chez lui par des ennuis de santé, souligna que l'effectif des Résistants s'amenuise et que celui des «Ami(e)s» se stabilise. Au total, plus de 350 adhérents, dont le doyen, Angel Gruppo, et Marinette Moulin, déportée à Ravensbrück. Marcel Rochoix, nota la présence de l'ANACR à une trentaine de cérémonies, dont celles du Plan du Bourg à Saint-Georges-d'Hurtières et de Terre Noire, qui rassemblent chaque année plusieurs centaines de personnes. Puis il dénonça l'idée d'une journée unique du souvenir et rappela la demande d'instauration d'une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai. Il conclut en remerciant vivement la municipalité d'Argentine pour son aide, sans oublier le concours apprécié de l'Echo de Charbonnières lors de la cérémonie au monument aux Morts.

Gérard Simon, au nom des «Ami(e)s de la Résistance», salua Marcel Gauthier, enfant du pays, pour son action pendant la Résistance et par la suite comme maire d'Argentine, et donna des précisions sur l'activité des «Ami(e)s» conjointement avec l'ANACR en milieu scolaire et termina son propos en soulignant le pluralisme de l'AN CR et des «Ami(e)s», qui agissent dans la fraternité.

Martine Peters, membre du Bureau national, apporta les salutations de Robert Chambeiron, Louis Cortot, Charles Fournier-Bocquet et de Pierre Fugain président d'honneur de l'ANACR de l'Isère, savoyard d'origine.

Elle montra l'importance de l'association qui compte plus de 9500 Résistants et près de 10 000 amis. Elle insista sur leur complémentarité : «Les «Ami(e)s» sont des passeurs aux côtés des Résistants qui sont les sentinelles de la Mémoire». Elle rendit hommage à Germaine Tillon qui incarnait l'esprit de résistance et qui, de Ravensbrück à la torture pendant la Guerre d'Algérie, fut de tous les combats pour la dignité humaine.

Parmi les personnalités assistant au congrès, on notait la présence de MM. Perrier, adjoint au maire d'Argentine, Dutrarne venu apporter le salut de l'ANACR de Haute-Savoie, Alain Bouvier maire de Saint-Georges-d'Hurtières, de Mmes Santais, maire de Montellian, pour qui les valeurs de la Résistance sont toujours d'actualité, notamment la Paix et la Liberté. Mme Christiane Lehmann, Conseillère générale d'Aiguebelle, très attachée à la pérennité du Souvenir.

Ensemble pour un temps qu'ils souhaitent le plus long possible, Résistants et «Ami(e)s» de Savoie vont s'unir pour porter la flamme de la Résistance et rester vigilants face aux négationnistes et aux falsificateurs de l'Histoire.

DRÔME

Le congrès départemental de l'ANACR de la Drôme, précédé la veille d'une réception à l'Hôtel-de-Ville de Montélimar, lors de laquelle Louis Cortot, Compagnon de la Libération et Président national de l'ANACR, signa le Livre d'Or de la ville, et par une conférence de presse, s'est tenu le 18 mai 2008 à Montélimar à l'Hostellerie des Pins.

A la tribune du congrès, outre Louis Cortot, qu'accompagnait Jacques Varin, secrétaire général-adjoint de l'ANACR et secrétaire général des «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)», avaient pris place Jean Buisson, Marcel Pez, Mireille Monier-Lovie, Paul Bard, Jean Lovie, Eliane Belin, ainsi que, représentant M. le député-maire de Montélimar, M. Claude Bourry, délégué Armée-nation au sein de la municipalité.

Concrétisant sur le plan drômois la mise en œuvre des décisions du Congrès national ANACR de Limoges, d'octobre 2006, et celles des Secondes Assises nationales du 29 mars 2008 de l'Association nationale des Ami(e)s de la Résistance (ANACR), le Congrès départemental entendit, présentés à deux voix, préfigurant ainsi la fusion des structures et des activités des Résistants et des «Ami(e)s de la Résistance» dans le Comité de la Drôme de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la Résistance», successivement le rapport moral et le rapport d'activité.

Ainsi, Marcel Pez, secrétaire adjoint du Bureau départemental sortant du Comité ANACR, retraça l'histoire de l'ANACR dans la Drôme, la mise en place des «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)» dans le département, mais aussi les difficultés récentes nées des réticences de quelques Résistants, dont l'ancien président départemental, à mettre en œuvre les décisions du Congrès de Limoges, difficultés dont la tenue du Congrès départemental montre qu'elles sont en train d'être surmontées. Puis, présidente départementale des «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)-Drôme», Mireille Monier-Lovie en retraça l'évolution et l'action, soulignant l'étape nouvelle ouverte, non sans difficultés dans la Drôme, par la mutation de l'ANACR décidée au congrès de Limoges, à savoir l'ouverture de ses rangs aux «Ami(e)s». Elle évoqua ensuite l'avenir, concluant son propos par le mot d'ordre du congrès national de Limoges : Résistants et «Ami(e)s», avec l'ANACR, l'action continue.

Successivement, Marcel Pez, pour le Comité départemental ANACR, et Jean Lovie, pour celui des «Ami(e)s», présentèrent le rapport d'activité. Marcel Pez déclara un constat d'inactivité au niveau du Comité départemental l'ayant fragilisé. Jean Lovie évoqua la représentation de l'Association des «Ami(e)s» dans les diverses instances départementales, la participation aux initiatives et aux instances nationales, l'annuelle «Journée de la Résistance» dans la Drôme, le bulletin départemental des «Ami(e)s», appelé à devenir la «Lettre de l'ANACR-Drôme».

Après un débat lors duquel intervinrent Paul Bard, Président du Comité ANACR de Saint-Donat, qui dénonça des pratiques indignes utilisées pour nuire à l'ANACR par un responsable des quelques dissidents l'ayant quittée, et de Jean Buisson, qui évoqua ses 20 ans de présidence départementale jusqu'en 2004, son action de rassemblement, sa bataille pour la Journée Nationale de la Résistance, le Rapport d'activité fut adopté à l'unanimité.

Intervinrent ensuite les représentants des différents comités locaux : Drôme nord (Jacqueline Grenier, présidente), Drôme provençale (Béatrice Jouve, présidente), Montélimar (Jean Lovie, président), Romans/Bourg-de-Péage (Pierre Bernard), Plaine de Valence (Robert Pénelon, Président), Saint-Donat (Paul Bard, président) et Amicale du 1^{er} régiment FTF (Yves Yvert, président), dont les propos témoignèrent de la réalité des activités et de l'ampleur des projets.

Puis furent entendus les rapports financiers, adoptés à l'unanimité.

S'érigeant en congrès extraordinaire, l'Assemblée adopta à l'unanimité les nouveaux statuts départementaux, conformes aux statuts nationaux, une motion en faveur de la «Journée Nationale de la Résistance» puis entendit Louis Cortot : «Développer des activités adaptées, porter à la connaissance du plus grand nombre l'histoire et les valeurs de la Résistance et former des cadres», les «Ami(e)s de la Résistance» ont, dans la plupart des départements, répondu à notre attente. C'est le cas dans la Drôme, où votre Journée annuelle de la Résistance est devenue une institution et, depuis plusieurs années déjà, assure la permanence d'une activité publique dans votre département non seulement des «Ami(e)s de la Résistance» mais aussi de l'ANACR ; car vous êtes les «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)».

«Votre activité, impulsée par Mireille Monier-Lovie, a porté ses fruits : avec 250 adhérents «Ami(e)s de la Résistance» enregistrés fin 2007, la Drôme est l'un des départements où nous sommes confrontés quant à la pérennité de la mémoire de la Résistance, quant à celle de l'ANACR».

M. Claude Bourry, évoqua l'honneur pour Montélimar d'avoir reçu Louis Cortot, Compagnon de la Libération, et sa satisfaction pour la tenue du congrès dans la ville.

Après la mise en place du nouveau Conseil d'administration, le nouveau Bureau départemental fut élu à l'unanimité. Président d'honneur : Jean Buisson, Présidente-déléguée, Mireille Monier-Lovie, Co-présidents : Marcel Pez et Paul Bard, Vice-présidents : Gilbert Sauvan, Pierre Barlet, Yves Yvert, Jacqueline Grenier et Béatrice Jouve, Secrétaire général : Jean Lovie, Secrétaire adjointe : Danielle Loiseau, Trésorière départementale, Eliane Belin, Trésorière adjointe : Denis Grenier.

Samedi 23 août 2008
L'ANACR RAVIVE LA FLAMME
SUR LA TOMBE DU SOLDAT INCONNU
A 18H30

(Rendez-vous à 17h45 à l'entrée du Musoir, à l'angle de l'avenue des Champs-Élysées et de la Place de l'Etoile-Charles de Gaulle)

LOIR-ET-CHER

Le 19 avril dernier, le Comité ANACR du Loir-et-Cher a tenu son Assemblée Générale à Onzain. Avait pris place à la tribune, autour du président départemental Pierre Lefèvre, Maurice Bisault, secrétaire départemental, Jean Rebours et Jean Gautier, respectivement Président et Secrétaire des «Ami(e)s», Cécile Rol-Tanguy, membre du Comité d'Honneur national, Jean-Paul Riffault, représentant le Bureau National, et Mme Jacqueline Joly, maire-adjointe représentant la municipalité d'Onzain. Simone Conan, vice-présidente nationale et Raymond André, membre du Conseil National étaient excusés.

Présentant le rapport moral, Jean Rebours, insista sur le rôle des «Ami(e)s», nécessité vitale pour pérenniser le plus authentiquement possible le message des résistants, alors même qu'au-delà des outrances négationnistes se multiplient les altérations et falsifications de la réalité historique de la Résistance... «Notre mission - devait-il souligner - est de faire connaître et défendre les idéaux de la Résistance, en premier lieu, le programme d'action du CNR.» Jean Rebours rappela ensuite les activités du Comité ANACR du Loir-et-Cher : travail avec les musées de Bourg et Blois..., participation au jury départemental du Concours National de la Résistance et de la Déportation et, dans le cadre du sujet de cette année, élaboration d'une exposition concernant la ligne de démarcation entre Chenonceau et Vierzon (comité de la Vallée du Cher). Il conclut son rapport en rappelant la «volonté de l'ANACR de voir instaurée une Journée Nationale de la Résistance, le 27 mai, date anniversaire de la création du CNR en 1943», et en condamnant l'idée d'une «Journée unique du souvenir», qui ferait «disparaître la dimension antifasciste, humaniste et démocratique du combat des alliés et des Résistants contre la barbarie fasciste, la grandeur du sacrifice des Résistants s'en trouverait oubliée.»

Le projet de Résolution prit acte des résolutions des secondes Assises nationales des Ami(e)s : dorénavant Résistant(e)s et «Ami(e)s de la Résistance» entendent poursuivre leurs activités, dans le présent et le futur, au sein d'une seule et même association, l'ANACR.

Jean-Paul Riffault, dans son intervention au nom de la direction nationale, après avoir rappelé que dans de nombreux départements, «depuis plusieurs années, les «Ami(e)s de la Résistance (ANACR)», sollicités par les Résistants eux-mêmes d'apporter leur concours aux comités locaux et départementaux de l'ANACR, et d'y prendre des responsabilités» ont permis à ces comités de continuer à assurer leur fonctionnement, à maintenir leur activité. «C'est le cas, a-t-il poursuivi, depuis maintenant plusieurs années dans le Loir-et-Cher, où des «Ami(e)s» assurent désormais dans l'ANACR, tant au niveau local que départemental, des responsabilités de trésorier, de secrétaire général... Et d'insister sur la nécessité de recruter des Ami(e)s de la Résistance, pour faire face aux tâches du présent mais encore plus aux nécessités de l'avenir qui impliqueraient que continuent à être portées de manière authentique les valeurs de la Résistance au cœur des débats citoyens de notre société.

Après l'élection de la direction départementale concluant les travaux, tous se dirigèrent vers le monument aux morts pour rendre hommage aux Résistants tombés dans la lutte de Résistance et de libération. Puis suivit le repas fraternel.

PUY-DE-DÔME

L'Assemblée générale du Comité ANACR de Clermont-Ferrand a eu lieu le 22 mars dernier, Maison du Combattant, à Clermont-Ferrand. Une minute de silence fut tout d'abord observée en hommage aux camarades disparus au cours de l'année ; une délégation du comité avec son drapeau était présente à leurs obsèques.

Puis la présidente fit le compte-rendu de l'activité du Comité : participation à toutes les cérémonies officielles organisées par les municipalités du secteur et aux cérémonies devant les nombreuses stèles qui jalonnent le département.

Le comité a participé à des conférences dans les collèges ou lycées de Thiers, Combon, Pont-du-Château, Romagnat, Clermont-Ferrand.

L'équipe pour l'expédition du journal «Résistance d'Auvergne» est toujours fidèle, sans aucune défection. Le rapport financier fut présenté par Madeleine Mayet et Louis Berger ; la commission de contrôle ayant donné quitus, il fut adopté à l'unanimité.

Puis, une discussion s'engagea sur l'instauration d'une Journée nationale de la Résistance le 27 mai.

Une année bien remplie qu'il a été possible d'assumer avec l'aide des «Ami(e)s de la Résistance» qui, bientôt, assureront la relève pour transmettre le devoir de mémoire.

RHÔNE

La grande majorité des adhérents du Comité ANACR de Tarare se sont réunis en Assemblée générale sous la présidence d'Auguste Devacieux, le secrétaire, Martial Pfefferkorn, organisant les débats.

Celui-ci souligna la présence de l'ANACR au congrès cantonal des A.C.P.G. à Ancy en mars 2007, à la commémoration de l'anniversaire du crash de l'avion américain à Saint-Cyr-de-Valognes en avril 1944, à l'inauguration de la stèle en mémoire des victimes de d'avion au Perrusel à Valsonne, retour d'un bombardement en Italie en 1943. Il cita aussi la présence aux manifestations du 8 mai et du 11 novembre.

Après avoir fait allusion à la disparition du dernier Polu et s'être interrogé sur l'avenir de la commémoration du 11 novembre, il souligna l'intérêt soutenu des médias pour la Résistance et le fait que nombre de femmes et hommes politiques s'y réfèrent, rappelant aussi les condamnations de Le Pen et Gollnisch pour leurs propos négationnistes.

Roger Gaget, délégué du comité local de Tarare auprès des instances départementales, constatant que le nombre des Résistants de plus de 80 ans diminuant, appela à adhérer aux «Ami(e)s de la Résistance» pour que la flamme de la Résistance continue à brûler.

DORDOGNE

Les assises du comité sarladais de l'ANACR et des Ami(e)s de la Résistance, dédiées cette année au canton de Domme, se sont tenues le 30 mars à Nabitat.

Un hommage fut rendu au monument aux Morts par Mme Yvette Vigli, maire de Nabitat, à l'adresse des victimes de la guerre 1914-18, des nabiracois qui eurent à souffrir de longues années de captivité en Allemagne lors de la Seconde Guerre mondiale, ainsi qu'aux anciens combattants d'AFN.

Le premier magistrat de la cité ne manqua pas, dans son propos de bienvenue aux délégués, de faire l'éloge de la Résistance, en général mais aussi de ses activités au niveau de la commune, évoquant particulièrement ceux qui en furent les principaux acteurs, Gilbert Pigeat et Alphonse Malleville.

Plusieurs des responsables départementaux et locaux de l'association intervinrent durant les travaux : Roland Thouron, Yves Bancon, Jean-Paul Bedoin, Jacques Laporte et Pierre Macaron. Etait aussi présente Jacqueline Garnier, trésorière départementale.

Tous mirent en exergue la bonne santé du comité de Sarlat, fort de près de 170 adhérents, et qui, tout au long de l'année, développe nombre d'actions de mémoire, commémoratives ou de rencontre avec les scolaires.

NOS DEUILS • NOS DEUILS • NOS DEUILS

Chaque mois, les comités de l'ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération.

La Direction nationale de l'association et son journal adressent aux familles et amis des disparus, leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Pierre ORSONI (Haute-Corse)

Disparu début mai à l'âge de 91 ans, Pierre Orsoni, ancien instituteur à Ajaccio, était entré en clandestinité en 1942 à la demande de Jean Nicoli. Son nom est associé à des épisodes douloureux mais aussi glorieux de la Résistance en Corse, telle la fusillade de la Brasserie nouvelle à Ajaccio le 17 juin 1943, lors de laquelle André Giusti et Jules Mondoloni tombèrent sous les balles de l'Ovra, Pierre Orsoni réussissant à s'échapper grâce à la complicité de Rosette Luccioni et de sa famille. Il poursuivit son combat en Haute Corse où il sera, entre autre, associé au transport et à la répartition des armes débarquées dans les Agriates par le sous-marin Casabianca à l'été 1943, armes sans lesquelles l'insurrection libératrice n'aurait pu avoir lieu. Dès la création de l'ANACR sur le plan national, Pierre Orsoni en fut le fondateur en Corse. Il en a été durant de longues années, jusqu'au début des années 90, le Président-délégué en Haute-Corse, avant d'en devenir le Président d'honneur. Elu en 1976 au Conseil National de l'ANACR, il y avait été réélu une nouvelle fois en 2006, au congrès de Limoges.

Marcel RAULT (Bouches-du-Rhône)

Président du Comité ANACR d'Arles, Marcel Rault, décédé le 6 juin, était né en 1920. Engagé dans la marine nationale et radiotélégraphiste dans l'aéronavale. En 1939/1940, il totalise 226 heures de vol en opérations de guerre. Début 1942, second-maître, il refuse de continuer à servir sous les ordres d'amiraux et collaborateurs, et reprend la vie civile. En mai 1943, il rejoint le réseau de Résistance «Défense de la France» et participe à des sabotages et récupération d'armes et de munitions. Le 6 juin 1944, chef de groupe, il intègre le maquis de Playnet dans les Vosges et participe à des attaques de convois légers allemands (une vingtaine de soldats ennemis seront tués). Entré dans la police nationale en 1945, O.P.J. à Arles, il prend sa retraite en 1975. Il était titulaire de l'Ordre National du Mérite et des Croix du Combattant Volontaire 1939/1945 et de C.V.R.

Vice-président du comité ANACR de la Vienne. Robert Thomas, récemment disparu, s'était engagé très tôt dans la Résistance et avait participé à plusieurs engagements, étant blessé au cours de l'un d'eux. Chef d'un réseau «Alliance Centurie», il fut lieutenant au groupe «Lagardère». Il était titulaire de la Croix de Guerre, de la Médaille de la Résistance, de la Croix de C.V.R., du Titre de Reconnaissance de la Nation, Insigne du Combattant de la France libre. Après la Libération, il fut officier dans la Marine marchande.

Jean GARCON (Loire-Atlantique)

Décédé le 21 avril dernier, attaché à l'indépendance de la France, à ses traditions républicaines et à ses valeurs démocratiques, Jean Garçon était entré en Résistance à l'occupant nazi et à ses collaborateurs du régime de Vichy. Lors de la libération de la Poche de Saint-Nazaire, le 11 mai 1945, il était lieutenant FFI-FTPF. Adhérent de l'ANACR dès sa création, il en fut secrétaire départemental jusqu'à sa disparition.

Elie MARTINIE (Corrèze)

Né en 1922 dans une famille d'agriculteurs corréziens, Elie Martinie refusa le S.T.O. et rejoindra sous le pseudonyme de «Tino» le maquis comme combattant et agent de liaison. A la Libération, il s'engagea au 126^e R.I. et participa aux combats d'Alsace et de la Forêt Noire.

José COMPANYY, Germaine BORDES (Essonne)

Le Comité départemental de l'ANACR de l'Essonne, momentanément en sommeil du fait de la disparition et de la maladie de nombre de ses adhérents, a déploré la récente disparition de deux de ses anciens dirigeants qui participèrent à la Résistance notamment en distribuant des tracts clandestins, en assurant des missions de liaison : celle, à l'âge de 85 ans, de José Company, qui en fut le président départemental, et celle à l'âge de 89 ans, de Germaine Bordes, qui en assura durant plusieurs années et jusqu'à la limite de ses forces, le secrétariat général.

Edmond MARIANI, François ARMENIER, André BAGGIANI, René GILLI (Alpes-Maritimes)

Né en 1923, Edmond Mariani est entré tout jeune dans la Résistance au sein d'un groupe de la Jeunesse Communiste clandestine au Collège du Parc Impérial à Nice, qui plus tard donnera naissance à un groupe FTFP, entré dans la lutte active en 1942 mais qui sera arrêté par la police vichyste le 6 mai 1943. Ayant réussi à s'échapper, Edmond Mariani gagne Paris, avant de rejoindre le Loir-et-Cher où, au sein d'une compagnie FTFP un temps camouflée en compagnie de charbon de bois, il participera jusqu'à la Libération aux combats contre la colonne Elster en retraite depuis la Corèze.

François Armenier, entré en Résistance début 1942 au Collège du Parc impérial à Nice, fut arrêté avec plusieurs de ses camarades le 6 mai 1943 et interné à la prison de Nice jusqu'en août suivant. Ayant réussi à s'échapper, il prit le maquis sur le plateau de Valensole, dans la région de Digne, où son comportement le fit connaître sous le nom de « lieutenant Pavel », grade qu'il conserva jusqu'à son départ de l'armée fin 1945.

André Baggianni («Dédé»), communiste, entré dès 1940 en résistance au régime de Vichy, fut emprisonné à Nice et à Marseille, puis, condamné, transféré à la centrale d'Eysses où il participa à la révolte. Ayant échappé à la déportation en Allemagne, il rejoignit les maquis FTFP de Lozère.

René Gilli, ancien de l'aviation populaire avant guerre, fut résistant au sein des FTFP dans les Bouches-du-Rhône, le Var et le Vaucluse, participant à des transports de dynamite, à des sabotages de matériel à destination de l'armée allemande, à des maquis et à des opérations spéciales. Il était le créateur du Musée Azuréen de la Résistance Nationale.

Ange STROMBONI (Corse-du-Sud)

Décédé le 27 mai dernier, Ange Stromboni, issu de la promotion 1930-1933 de l'Ecole Normale d'Ajaccio, entama à 19 ans une carrière d'enseignant. En 1933, il adhère au Parti Communiste. En 1940, ses activités politiques étant jugées subversives - on lui reproche entre autres l'organisation de la manifestation du 1^{er} mai à Bonifacio -, il est déplacé autoritairement par le régime de Vichy. A partir de 1942, il exerce d'importantes responsabilités au sein du Front National pour le secteur de Levie et Sainte-Lucie-de-Tallano. Lieutenant FFI, il participe en septembre 1943 aux combats libérateurs dans cette même région. Cité à l'Ordre de l'Armée, il recevra la Croix de guerre. Après la Libération, poursuivant ses activités politiques, il assurera d'importantes responsabilités syndicales et mutualistes.

Dolorès TILKIN, Marc PRUD'HOMME, Georges PENNILLAUT (Val-de-Marne)

Décédée début octobre 2007 à l'âge de 97 ans, Dolorès Tilkin consacra sa vie à la Résistance, qu'elle avait rejoint dans les FTP de la Région parisienne, avant d'être sous-lieutenant F.F.I. à Toulouse. Elle fut pendant de longues années présidente de l'ANCVR du Val-de-Marne.

Marc Prud'homme, gravement malade depuis plusieurs années, était président du comité départemental des Ami(e)s de la Résistance (3ANACR).

Georges Penillaut, président du Comité ANACR d'Arcueil, est disparu à l'âge de 94 ans.

L'ANACR du Val-de-Marne déplore aussi la disparition d'Huguette CHANDON.

Louise PRUVOST (Somme)

Disparue à l'âge de 94 ans, Louise Pruvost entra dans la Résistance en 1943 dans le secteur de Saint-Valéry-sur-Somme, cachant des armes, distribuant des tracts, hébergeant des maquisards, participant à des sabotages. En février 1944, elle prévint son chef, Julien Toron, que la Gestapo s'était présentée à son domicile pour l'arrêter. Mais, le fillet se resserrant autour du réseau, Louise Pruvost sera arrêtée et torturée, emprisonnée à la citadelle d'Amiens avant d'être emmenée à Romainville, première étape avant la déportation à Ravensbrück puis à Bergen-Belsen, où elle surviva dans des conditions épouvantables malgré le typhus. Elle rentra en France dans un pitoyable état le 15 juin 1945. Louise Pruvost était titulaire de la Légion d'Honneur, de la Médaille militaire et de la Croix de Guerre avec palme.

L'ANACR de la Somme déplore aussi la disparition à 85 ans de Charles DOUAY, qui avait rejoint la Résistance dans les rangs des FTP, et d'Yves QUEVAL, Résistant au sein du Front National puis des FTP.

Antoine BEILLE (Hérault)

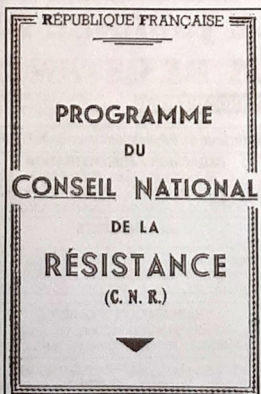
Né en 1917 dans l'Hérault, Antoine Beille fut incorporé à sa demande en décembre 1939 dans le 21^{ème} Régiment de Marche de Volontaires Etrangers, dont il fut jusqu'à sa récente disparition Président national de l'Amicale des Anciens. Grièvement blessé en mai 1940 dans les Ardennes, il intègre de retour dans l'Hérault l'AS (Armée secrète) en 1941, puis rejoint le Front National en octobre 1942 à Saint-Pons, participant à la création du maquis FTFP Jean-Grandel. Dès 1941, il avait adressé des amis juifs à ses parents, son village de Nissan accueillant au total une trentaine de Juifs auxquels furent fournis des faux papiers. Antoine Beille, ses parents et son épouse reçurent la Médaille des Justes. Président d'honneur de l'ANACR de l'Hérault, Antoine Beille était officier de la Légion d'Honneur, officier du Mérite national, titulaire de la Croix de Guerre avec palme, de la Médaille militaire...

Aimé CHARNAY, Robert DEGEORGE (Vaucluse)

Doyen d'âge du Comité ANACR de Carpentras, Aimé Charnay, décédé dans sa 97^{ème} année, était titulaire du Diplôme de Résistance Fer, de la Croix de Guerre avec Etoile d'Argent pour actes de bravoure dans le Combat de la Libération 39/45.

Durant l'Occupation, Robert Degeorge, décédé à 92 ans, avait rejoint les Groupes de Résistance en Ardèche puis en Auvergne. Ancien trésorier départemental de l'ANACR, il était titulaire des Croix du Combattant et de C.V.R.

**IL Y A 65 ANS,
LE 27 MAI 1943,
ETAIT FONDÉ LE
CONSEIL NATIONAL
DE LA RÉSISTANCE**



disponible au siège National
79, rue St Blaise
75020 PARIS

CONCOURS NATIONAL DE LA RESISTANCE ET DE LA DEPORTATION

Une leçon de résistance

Comme chaque année, Colette Gaichy, présidente déléguée de l'ANACR de Haute-Saône, organise un voyage sur un (ou des) lieu(x) de mémoire pour des lauréats du concours de la Résistance et de la Déportation : au programme, cette année, Paris. «Un voyage sur des lieux qui portent à réflexion», (ALEXANDRE PERRIN). «La diversité des lieux visités était très enrichissante» (MATHIEU MARTINET).

Au Mont Valérien, où plus de 1 000 résistants ont été fusillés entre 1941 et 1944, «Nous avons suivi le chemin parcouru par les résistants qui partaient au supplice», (MATHIEU). Cela «m'a semblé très émouvant. Afin que je ressente les émotions des résistants avant leur mort, j'ai fermé les yeux, lié mes mains derrière mon dos, pensé à une chose tragique comme ils le faisaient en marchant vers la mort» (MARINE LOUIS). «Le Mont Valérien est un lieu de symbole et de recueillement dont la clarté, lieu d'exécution, semble être en dehors du temps, presque irréelle» (ALEXANDRE).

Ils ont beaucoup apprécié la rencontre avec Louis Cortot, compagnon de la Libération. «Etudier la Résistance en cours est une chose, mais entendre ce qu'un homme vous dit à propos de la résistance qu'il a vécue en est une autre» (JULIE PETITJEAN). Il avait une «façon si simple et modeste de raconter son engagement dans la Résistance, comme un acte naturel, qui allait de soi» (SOPHIE GARCIA et MARINE). «Il a été extrêmement discret sur ses propres actions... Il a toujours mis en avant le travail de ses camarades tout en minimisant le sien. Il est très humble et pourtant, c'est un véritable héros de guerre» (MATHIEU). «Il nous a livré un témoignage porteur d'espoir, qui fait réfléchir, qui nous fait poser des questions, qui interpelle et qui nous a permis de mieux comprendre le contexte de la Libération de Paris» (AURÉLIE DOUCEY).

Ils ont été «impressionnés», «honorés» et «fiers» de participer au ravivage de la Flamme sous l'Arc de Triomphe : «Moment exceptionnel, très solennel». «Nous étions impliqués dans cette cérémonie, par notre présence, ce qui a renforcé cet extraordinaire sentiment de fraternité et de solidarité» (AURÉLIE).

Cinq élèves ont été acteurs de cette cérémonie. Cela restera dans leur mémoire : «Lorsque j'ai remonté une partie des Champs Élysées en portant la gerbe avec Claire, j'étais très impressionnée et fière» (VINCIANE BARBEROT). Cela «nous force à nous rappeler que des hommes et des femmes étaient là pour la patrie, pour nous, et que si, aujourd'hui, la France est française et non pas allemande, nous leur devons, à eux, qui se sont battus pour la Liberté» (ALEXANDRE). Ce «fut un grand moment d'émotion... Imaginez la joie que l'on ressent lorsque votre geste de mémoire est reconnu... Faire le geste symbolique de raviver la flamme du souvenir avec le glaive fut un moment très fort. Je pensais à tous ceux qui avant moi ont accompli ce geste depuis 85 ans que se répète chaque jour cette cérémonie» (MÉGANÉ MATHIEU).

A travers les musées Jean Moulin - Maréchal Leclerc «nous avons pu aborder la libération de Paris ce qui m'a permis de mieux connaître et de comprendre les motivations qui ont fait entrer ces personnages dans la Résistance» (AURÉLIE). «J'ai appris beaucoup de choses sur Jean Moulin. J'ai compris les raisons de son investissement pour sauver la France et je trouve cela remarquable» (JULIE). «J'ai particulièrement apprécié le musée Maréchal Leclerc qui retrace la vie de cet homme d'honneur, très courageux, véritable héros, tout en restant proche de ses hommes.» (MATHIEU)

Ils ont été aussi marqués par le mémorial des Martyrs de la Déportation. «Nous ne pouvons balayer de notre mémoire l'image des lieux : la froideur de la pierre, la nudité de l'endroit nous décrivent les épreuves endurées par tous ces martyrs», (MARINE PY). «Lorsqu'on regarde les photos des horreurs des camps, on comprend mieux l'horreur de la guerre» (JULIE). «La crypte nous interroge et nous force à nous demander "Pourquoi?" Comment des hommes ont-ils pu en arriver à de telles atrocités, à une telle barbarie? "Autant de questions qui donnent une utilité, un sens à tous ces monuments"» (ALEXANDRE).

Les visites guidées de l'Hôtel de Ville de Paris et du Sénat leur ont fait apprécier la beauté de l'architecture et de la décoration intérieure des lieux ainsi que leur histoire. Au Sénat, l'entrée dans l'hémicycle a été l'occasion d'une belle leçon d'éducation civique.

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL: ROBERT CHAMBEIRON TÉMOIGNE

LE CONSEIL NATIONAL DE LA RESISTANCE (C.N.R.)



LE CNR ET SON PROGRAMME

Entretien avec Robert CHAMBEIRON, secrétaire général-adjoint du CNR

VIDEO-CASSETTE

VHS-PAL (60 minutes)..... l'unité : 23 € x =
Par 10, l'unité : 20 : 20 € x =

DVD (60 minutes)..... L'unité : 28 € x =
Par 10, l'unité : 25 € : 25 € x =

Total : €

Franco de port
Toute demande d'envoi en recommandé sera facturée

Les commandes doivent être adressées à l'Association Nationale des Ami(e)s de la Résistance (A.N.A.C.R.) 79, rue Saint-Blaise 75020 PARIS - chèque à l'ordre de l'A.N.A.C.R.

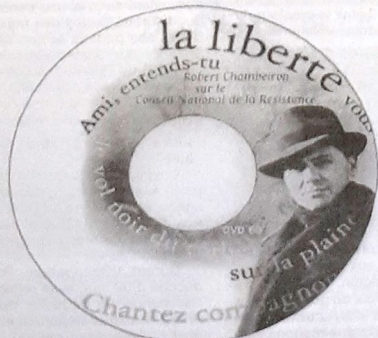
PRIX CONGRÈS

20 €

18 €

25 €

22 €



Les lauréats à l'Etoile, sur la tombe du Soldat inconnu

LIVRES • LIVRES • LIVRES • LIVRES •

ET VOILA LE MANUEL FRANCO-ALLEMAND...

Enfin, le livre en mains, nous avons commencé à prendre connaissance du « Manuel d'Histoire franco-allemand » publié à l'intention des classes de 1^{re}. Nos lecteurs deviennent le résultat de notre premier examen. Il ne les surprendra pas.

L'ouvrage, qui s'intitule « L'Europe et le monde du Congrès de Vienne à 1945 », fut rédigé par 12 professeurs, 6 qui enseignent en Allemagne et 6 en France. Mais l'avant-propos soulignant notamment la « coopération entre chercheurs », nous remarquons d'entrée l'absence des plus importants chercheurs de France. Où sont les historiens qui ont assuré avec notre Marc Ferro la monumentale série d'émissions télévisées du 50^{ème} anniversaire, tous enseignants, certes, mais qui, ne s'arrêtent pas à ce que d'autres ont écrit, ont passé leurs vies à se documenter, analyser, soumettre à l'examen critique de leurs égaux, leurs découvertes, interrogations, démonstrations sur la Seconde Guerre Mondiale ? Ceux dont les publications éclairaient même des souvenirs d'anciens protagonistes ? Pas traces.

Mais voyons quelques faits, qui pèseront lourd dans notre appréciation.

Nous lisons page 348 : « Sur 130.000 soldats réfugiés en Angleterre, pas plus de 7.000 s'engagent dans les F.F.L. ». Les auteurs ignorent-ils que le 18 juin 1940 au moins 100.000 de ceux qui avaient été sauvés de la poche de Dunkerque avaient en Angleterre été réembarqués pour la France, au sud du front, bien sûr, et commençaient à être réintégrés dans l'armée française, en France, le problème de l'engagement autour de de Gaulle ne pouvant se poser qu'à partir du 19 juin. Il en est rentré un gros contingent avant l'évacuation de Rouen, qui eut lieu le 9 juin. Qui pouvait deviner à cette date l'appel du 18 juin ? Même pas de Gaulle, secrétaire d'Etat ! Alors ?

Plus loin, cette phrase : « La Résistance est restée un phénomène très minoritaire ». Et de n'en citer qu'une forme : les maquis d'ailleurs vus par le mauvais bout de la lunette. Bien sûr, les maquis, mais les groupes armés de ville, les saboteurs, par professions entières (les cheminots), les propagandistes, les « planqueurs » de résistants, de juifs, de réfractaires, les faussaires pour la bonne cause... ? Tous furent les insurgés, partout les voies ferrées, et les routes, les ponts... coupés empêchèrent les renforts nazis de monter vers la zone de débarquement et furent l'appréciable renfort des Alliés. Relisez la conclusion du Général Marshall : sans la Résistance, « tout était compromis » et celle d'Eisenhower, publiée en notre dernier numéro. C'est de tout cela que fut faite l'insurrection, alors que des « historiens » ne la situent qu'à Paris (sans doute à cause des barricades... qu'ils ne citent pas !)

Sous-estimation calomnieuse de la Résistance, réduction de l'ampleur de la Déportation, donc de la terreur nazie et vichyste. Des campagnes d'Afrique-du-Nord, d'Italie, de la Provence aux Vosges, de « Rhin et Danube »...

Mais citons encore quelques perles de calibre exceptionnel :

- Sur Pétain à Vichy : « Le nouveau régime ne résulte pas d'un coup d'Etat ».

Incroyable : Pétain, «régulièrement» nommé Président du Conseil est chargé par la majorité des parlementaires arrivés à Vichy de réviser la Constitution (ce dont ils n'avaient pas le droit, eux seuls pouvant la réviser). Dans la nuit suivante, Pétain qui n'a jamais été élu Président de la République, licencie Albert Lebrun et crée l'« Etat Français » dont il se nomme le chef. Pas de coup d'Etat ? Trois d'un coup !

- « Les combats de la Libération ont mis à mal l'unité nationale ». (Donc sous Pétain elle existait ??)

- Et le 8 mai ? De Latrre à Berlin ? Cela gêne-t'il les rédacteurs français ?

- Et le procès de Nuremberg ?

Arrêtons ce premier épouillage. Et mettons la jeunesse en garde. (Belle tâche et indispensable pour nos «Amis», qui ont très sérieusement commencé à éviter et dénoncer de tels pièges).

C.F.B.

LES ETATS AUTORITAIRES EN EUROPE (1919-1945)

Par Paul Pasteur

Paul Pasteur, professeur à l'Université de Rouen, publie sous ce titre un ouvrage montrant que l'une des conséquences de la guerre de 1914-1918 fut, en Europe, une «épidémie de dictatures» qui prépara le terrain à leur forme la plus effroyable, le nazisme, ou qui s'allia avec lui, la seconde Guerre mondiale ayant éclaté.

Il évoque la défaite de la République hongroise des Conseils en août 1919, qui ouvre la voie à la mise en place du pouvoir fort autoritaire du régent Horthy, il rappelle l'occupation de Fiume en septembre 1919 par le poète italien Gabriele d'Annunzio. Après l'arrivée au pouvoir en Italie en novembre 1922 de Mussolini, qui installe le régime fasciste, suivront les coups d'Etat en 1923 de Primo de Rivera en Espagne, en 1926 du Maréchal Pilsudski en Pologne, en 1929 d'Alexandre 1^{er} en Yougoslavie, à partir de 1930 de Michel 1^{er} en Roumanie, en 1932 de Salazar au Portugal, en mars 1933 de Dollfuss en Autriche, en 1936 de Metaxas en Grèce, qui mettent en place des régimes autoritaires, fascistes ou fascisants : l'Albanie, la Bulgarie, la Finlande et les Etats Baltes connaîtront des régimes du même type. Le 17 juillet 1936 a lieu le soulèvement militaire nationaliste dont Franco va prendre la tête contre la République espagnole, il recevra l'appui de Mussolini et d'Hitler, ce dernier arrivé au pouvoir en Allemagne le 30 janvier 1933.

Les traits de ces abominables dictatures qui firent éclater la Seconde Guerre Mondiale se dessinèrent vite, alors que plusieurs de ces régimes avaient commencé par se placer plus ou moins sur le terrain chrétien, vite renié pour se confier parfois aux mains d'aventuriers surgis d'on ne sait d'où, voire de hauts sommets républicains, comme le «Maréchal» Pétain, père de la capitulation devant Hitler et de la collaboration. Et l'auteur de remarquer combien l'éloignement de la démocratie qui caractérise la majorité des Etats Européens a malheureusement laissé des traces, souvent profondes, dans les régimes instaurés dans bon nombre des pays considérés après la victoire de 1945.

Armand Colin. 18,80 €

LE BOULEVARD PERIPHERIQUE (BIS)

En notre précédent numéro, nous signalions la publication d'un livre dû à un résistant belge résident en France, Henri Bauchau : « Le Boulevard Périphérique », (édité par Actes Sud). Il nous est agréable de signaler que cet ouvrage, dû à un auteur âgé de 95 ans, vient de faire l'objet d'une distinction parfaitement méritée : le 1^{er} juin, c'est à lui qu'a été décerné le prix « Livre Inter », par le jury de lecteurs constitué par la chaîne de radio France-Inter.

Nos félicitations à l'auteur... Et nul doute qu'un certain nombre de nos lecteurs qui auront lu l'ouvrage auront envie d'ajouter des félicitations au jury.

Le succès du livre s'affirme de façon un peu inattendue pour un écrivain de 95 ans : la vente vient de dépasser les 80.000 exemplaires !

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD

Rédaction - Administration
79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication: Jean-Emile FREIRE

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél.: 01.44.64.80.60 - C.C.P. 4194-42 W PARIS

e-mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France..... 12 €

Etranger..... 13 €

Abonnement de soutien..... 25 €

Le numéro..... 2,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier

numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Edité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant: Jean FREIRE

Commission paritaire des Publications

et Agences de Presse - N° 0308 A 06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél.: 01.40.03.96.60